

Barrage de Sivens : Trouver une solution pÃ©renne et durable

Dossier de la rÃ©action de H2o
November 2014

Le 26 octobre, RÃ©mi Fraisse, un jeune manifestant, a Ã©tÃ© tuÃ© en marge d'affrontements entre les forces anti-Ã©meutes et les manifestants contestant le projet du barrage de Sivens dans le Tarn.

Le barrage de

Sivens est un projet controversÃ© de barrage sur le cours du Tescou, un affluent du Tarn dans le bassin de la Garonne. Le lac de barrage correspondant permettrait la constitution d'une retenue d'eau d'un volume de 1,5 million de mÃ³tres cubes. L'impact du projet de retenue rÃ©side dans la submersion de 12 hectares de la zone humide du Testet et dans le risque de disparition de 5 hectares de zones humides Ã l'aval de la retenue.

Alors que le projet du barrage est contestÃ©, les associations ont commencÃ© Ã occuper le site en octobre 2013. Le 1er septembre 2014, alors que commenÃ§aient les travaux de dÃ©boisement sous la protection de 200 gendarmes, les affrontements se sont amplifiÃ©s. Le 29 septembre, le ministÃ¨re de l'Ã‰cologie, du DÃ©veloppement durable et de l'Ã‰nergie demandait un rapport d'Ã©valuation du projet. Le rapport, qui a Ã©tÃ© rÃ©alisÃ© par deux experts, ingÃ©nieurs gÃ©nÃ©raux des ponts, eaux et des forÃªts et remis le 27 octobre, est critique vis-Ã -vis du projet et prÃ©conise plusieurs amÃ©liorations.

Â

ACTUALISATION

Le 4 novembre, SÃ©golÃ¨ne Royal, ministre de l'Ã‰cologie, du DÃ©veloppement durable et de l'Ã‰nergie, a rÃ©uni les Ã©lus locaux, les reprÃ©sentants des services de l'Ã‰tat, des associations et de la profession agricole pour trouver une solution au conflit. Pour poursuivre le dialogue, une rÃ©union des experts du ministÃ¨re se tiendra sur place le jeudi 13 novembre.

"Je voudrais souligner la qualitÃ© des Ã©changes et d'Ã©coute entre les parties prenantes qui parfois ne se parlaient plus. Chacun a pris conscience de la nÃ©cessitÃ© de dÃ©passer sa vÃ©ritÃ© pour construire une vÃ©ritÃ© commune et dÃ©passer ses oppositions

frontales. Il y a eu un échange extrêmement franc, chacun a pu dire ce qu'il avait sur le cœur. Je crois que les échanges ont permis de trouver un certain nombre de convergences même si, compte tenu du traumatisme vécu sur le territoire, il faut encore que les choses m'assurent. Chacun a exprimé la nécessité de dégager une solution prérenne et durable pour répondre au besoin de la ressource en eau. C'était le point de départ que j'avais mis sur la table. Comment répondre au besoin de la ressource en eau pour les agriculteurs ? Comment le faire de façon équilibrée en profitant de l'excès d'eau pendant hiver ? Il n'a jamais été question de ne rien faire et une solution sera trouvée pour répondre à ce besoin en eau", a déclaré la ministre Ségolène Royal à l'issue de la réunion.

Le

président du conseil général du Tarn a redit que le département a pris acte de l'impossibilité de poursuivre le chantier dans les conditions actuelles. Il a demandé que soient étudiées les recommandations des experts, qu'une solution prérenne soit trouvée et que l'état prenne ses responsabilités en fonction de l'issue de l'examen des recommandations des experts. De son côté la profession agricole serait prête à revoir les évaluations en matière de volumes d'eau nécessaires. Les associations environnementales seraient elles-mêmes prêtes à étudier des solutions alternatives pour concilier agriculture et environnement et à s'engager dans l'établissement d'un projet de territoire.

"En

conclusion de cette réunion de travail, j'ai encouragé les parties prenantes à poursuivre le dialogue pour trouver une solution", a déclaré la ministre, en précisant : "un ouvrage sera fait et les propositions des experts vont continuer à être examinées. Le point de convergence c'est la volonté de chacun de participer à l'établissement d'un projet de territoire. Cela veut dire : se remettre autour de la table et voir les besoins en eau, le développement local, la place des associations, des consommateurs d'eau..."

Le ministère a aussi décidé de renvoyer sur le terrain trois experts, en hydrologie, en agronomie et en biodiversité.

Environnement France - 05-11-2014